

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée

M.A.P.A.

Article L. 2123-1 du code de la commande publique (applicable à compter du 01/04/19).

MAITRE D'OUVRAGE :

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION INTERREGIONALE GRAND NORD

35 Boulevard Carnot – CS 70031

59043 LILLE Cedex

OPÉRATION :

PALAIS DE JUSTICE DE SENLIS

26 ALLEE DES SOUPIRS, 60309 SENLIS

Restauration des façades et des abords

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES C.C.T.C.

REVISION	DESIGNATION	REDACTEUR	DATE
0	DCE	COEFFICIENT	

<p><u>Architecte</u> APGO Architecture et Patrimoine 120, Boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES Tél : 01 45 06 72 10 apgo.ap@architectes.org</p>		<p><u>Economiste</u> COEFFICIENT 57, Boulevard Demorieux 72100 LE MANS Tél : 02 43 21 35 59 coefficient@coefficient.fr</p>	
<p><u>B.E. FLUIDES</u> PROJEX 30, Place Salvador Allende 59650 VILLENEUVE D'ASCQ Tél : 03 20 47 03 01 appelsoffres@projex.fr</p>		<p><u>Coordonnateur S.P.S.</u> COBAT COPREV 13bis, Avenue de la Motte-Picquet 75007 PARIS Tél : 03 61 19 12 89 direction@cobat-coprev.fr</p>	

Septembre 2025

SOMMAIRE

1	PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.1	PROJET	4
1.2	CORPS D'ETAT	4
1.3	PHASAGE DES TRAVAUX	4
1.4	OPTIONS - VARIANTES	4
1.5	CALENDRIER PREVISIONNELLE DE TRAVAUX	4
2	CONTENU DE L'OPERATION	5
2.1	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES et REGLEMENTAIRES	5
2.2	CONSISTANCE DE L'OFFRE et CARACTERE FORFAITAIRE DE L'OFFRE	5
2.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	6
2.4	CONDITION D'accès sur le chantier	6
2.5	CONNAISSANCE DU PROJET et RESPONSABILITE DU SOUMISSIONNAIRES	6
2.6	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	7
2.7	OBLIGATION DES ENTREPRISES	8
2.8	OBSERVATION SUR LA REDACTION DES CCTP	9
2.9	CONSISTANCE DU C.C.T.P.	9
2.10	MARQUES ET REFERENCES CITEES	10
2.11	TRAVAUX A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR	10
2.12	OBLIGATOIRE	11
2.13	PRESENTATION DES OFFRES	11
3	CONTENUE DE L'OPERATION	11
3.1	NATURE, PROVENANCE ET QUALITES DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
3.2	PROVANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
3.3	QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
3.4	ECHANTILLONS ET MODELES	12
3.5	AGREMENT, ESSAIS ET ANALYSES	12
3.6	OUVRAGES NON TRADITIONNELLES	12
3.7	OUVRAGES DOUTEUX	13
3.8	CLAUSES PARTICULIERES	13
4	ETUDES D'EXECUTION, de REALISATION et de SYNTHESES.	14
4.1	PLAN DETAIL ET NOTES DE CALCULS	14
4.2	PLANS D'ATELIER ET DE CHANTIER	14
4.3	ETUDE DE SYNTHESE	14
4.4	DOCUMENTS A FOURNIR	15
5	ORGANISATION DE CHANTIER	16
5.1	CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	16

5.2	LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	16
5.3	INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER	16
5.4	ECHAFAUDAGES	16
5.5	APPROVISIONNEMENT	17
5.6	STOCKAGE DES MATÉRIAUX	17
5.7	ECLAIRAGE DE CHANTIER.....	17
5.8	PERCEMENTS – SCHELLEMENTS – REBOUCHAGES	17
5.9	RÉCEPTION DES SUPPORTS	18
5.10	NETTOYAGE HEBDOMADAIRE	18
5.11	NETTOYAGE INTERMÉDIAIRE ET FINAL	18
5.12	ESSAIS TECHNIQUES	18
5.13	COMPTE PRORATA.....	18
5.14	INTEMPERIES	18
5.15	MODIFICATION DES TRAVAUX	18
5.16	TRAITEMENTS DES DECHETS SPECIAUX	19
5.17	CONTROLE DES TRAVAUX.....	21
6	HYGIÈNE ET SECURITE	22
6.1	SÉCURITÉ DE CHANTIER.....	22
6.2	PRESENCE D'AMIANTE	23
6.3	PROTECTION DES OUVRIERS	23
6.4	PROTECTION DES EXISTANTS.....	23
6.5	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....	23
6.6	PERMIS FEU	24
6.7	RÉDUCTION DES NUISANCES DE CHANTIER	26
7	OPERATIONS DE RECEPTION	27
7.1	NETTOYAGE GENERAL.....	27
7.2	LIBERATION DU CHANTIER	27
7.3	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	27
7.4	REMISE EN ETAT DES LIEUX	27
7.5	LEVEE DES RESERVES.....	27
7.6	ASSURABILITE.....	27
7.7	GARANTIE DES INSTALLATIONS.....	28
8	DOSSIER DE RECOLEMENT DES OUVRAGES	29
8.1	D.I.U.O (traçabilité)	29
8.2	D.O.E.....	29
9	NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSULTATION D'ENTREPRISE.....	30

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES (C.C.T.C.)

1 PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 PROJET

Restauration des façades et des abords du palais de justice de Senlis, 26 Allée des Soupirs à Senlis.

Le présent document complète les prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des corps d'état.

1.2 CORPS D'ETAT

Les travaux sont répartis en quatre (4) lots traités par marché unique :

- **LOT N°01 : DESAMIANPAGE**
- **LOT N°02 : ECHAFAUDAGES**
- **LOT N°03 : INSTALLATIONS – MACONNERIE**
- **LOT N°04 : VRD**

1.3 PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en trois tranches, selon plans projetés joints au DCE :

- ❖ **Tranche ferme (TF) :** Restauration du parvis et traitements des abords
- ❖ **Tranche optionnelle 1 (TO1) :** Restauration des façades Sud et Est
- ❖ **Tranche optionnelle 2 (TO2) :** Restauration des façades Nord et Ouest

1.4 OPTIONS - VARIANTES

Sans objet.

1.5 CALENDRIER PREVISIONNELLE DE TRAVAUX

Le calendrier prévisionnel est le suivant, en considérant des interventions simultanées sur les différents ouvrages à traiter :

- ❖ **Tranche ferme (TF) :** 1 mois de préparation + 5 mois de travaux
- ❖ **Tranche optionnelle 1 (TO1) :** 1 mois de préparation + 8 mois de travaux
- ❖ **Tranche optionnelle 2 (TO2) :** 1 mois de préparation + 8 mois de travaux

2 CONTENU DE L'OPERATION

2.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux règles de l'art et suivant les stipulations des règlements Nationaux, Départementaux et Municipaux, ainsi que les **Documents Techniques Unifiés** du C.S.T.B. et leurs différents additifs applicables à la date d'exécution des travaux.

Les techniques utilisées devront avoir fait l'objet d'un avis technique favorable du **C.S.T.B.** avec extension du contrat d'assurance de l'entreprise, dans le cas de techniques dites non traditionnelles, ou être reconnues comme traditionnelles et donc ressortant du **D.T.U.**

Les travaux non régis par ces textes techniques devront répondre aux règles de l'art et aux prescriptions particulières établies par les fabricants.

Tous les devoirs de l'entreprise sont définis par les règlements en vigueur et la normalisation française, soit notamment :

- Le code de la construction et de l'habitation
- Le code du travail
- les arrêtés concernant la protection des bâtiments contre l'incendie avec leurs additifs.
- les prescriptions techniques générales constituées par les documents du R.E.E.F 1958 et du centre scientifique et technique du bâtiment édités à la date de signature du marché et notamment
- les règles de calculs et documents conformes au D.T.U édités par le C.S.T.B.
- les normes françaises A.F.N.O.R.
- les prescriptions E.D.F ou Consuel
- les agréments C.S.T.B ou avis technique
- les recommandations des organismes professionnels applicables aux prestations faisant l'objet du marché
- les textes réglementant les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité

Les mises à jour de l'ensemble de ces documents à la date limite de remise des offres sont incluses dans les pièces contractuelles.

Le fait qu'il ne soit pas fait mention des normes, règlements et agréments dans le présent document ne doit pas être une raison de leur non-application.

Les fournitures seront garanties conformes aux normes françaises par procès-verbal de conformité délivré par un organisme habilité.

En cas de reprises partielles, les éléments remplacés devront être, autant que faire se peut, choisis dans les mêmes échantillonnages que l'existant.

2.2 CONSISTANCE DE L'OFFRE ET CARACTERE FORFAITAIRE DE L'OFFRE

Tous les ouvrages considérés par l'Entreprise comme insuffisamment décrits au titre du présent CCTP mais nécessaires à la réalisation complète du projet devront être prévus et seront exécutés par le présent lot.

Il ne sera admis aucune réclamation en phase de chantier, sauf en cas de modifications du projet architectural ou à la demande du Maître d'ouvrage.

L'entreprise peut explicitée dans le cadre de la remise de son offre toutes sujétions modificatives qu'elle jugerait nécessaire afin de rendre son offre forfaitaire.

Un mémoire technique sera fourni à la remise de l'offre explicitant ses méthodologies et matériaux employés.

Nota : l'Entreprise est réputée s'être assurée qu'il n'y a, ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du corps d'état dont elle est responsable.

Afin d'assurer la bonne exécution, l'Entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une rénovation à forfait pour une parfaite finition des travaux. L'Entreprise prévoira l'ensemble des travaux, main d'œuvre, matériel et fourniture diverse, nettoyage et enlèvements des gravois et déchets etc. pour l'exécution complète, parfaite et sans aucune réserve de sa part y compris aléas de chantier.

2.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Généralités

Le soumissionnaire sera réputé avoir une connaissance parfaite du site et des travaux à réaliser au moment de la remise de son offre de prix, notamment les éléments suivants :

- Avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux.
- L'état du terrain.
- Les contraintes dues à la surface du terrain, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du Maître d'ouvrage, à l'environnement.
- Les conditions d'accès.
- Les contraintes acoustiques.
- Les demandes d'occupation des sols temporaires du domaine public seront faites par les entreprises en fonction de leurs besoins respectifs et les frais correspondants seront à la charge de chacune d'elles.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- Avoir pris pleine connaissance de toutes des sujétions relatives aux lieux des travaux, aux abords, à la protection des existants, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, maintien en service des allées de circulation, accès des véhicules aux divers bâtiments, proximité des réseaux, etc...)
- Avoir recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la Maîtrise d'œuvre, et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.

2.4 CONDITION D'ACCES SUR LE CHANTIER

Afin de pouvoir accéder au chantier, chaque entreprise devra fournir au préalable la liste des personnes et compagnons devant intervenir sur le site, cette liste sera accompagnée de la copie couleur recto/verso de leurs carte nationale d'identité et attendre l'autorisation de la MOA avant toute intervention.

2.5 CONNAISSANCE DU PROJET ET RESPONSABILITE DU SOUMISSIONNAIRES

En complément des éléments qui lui sont fournis dans les pièces du marché, l'Entrepreneur doit relever sur place tous les renseignements (moyens d'accès, état des existants, etc. ...) qui lui sont nécessaires pour établir son prix.

Il devra avoir apprécié toutes les sujétions découlant de la situation du chantier et notamment :

- Des moyens de communication, de transport et d'accès.
- Des conditions de stockage
- Des ressources en énergie et en eau.
- Des conditions climatiques et autres données physiques.

L'Entrepreneur devra, en outre et à tout moment, le respect de l'environnement et l'application des obligations imposées par les services municipaux ou de police.

En aucun cas, l'entrepreneur ne peut prétendre à un supplément sur son prix par suite des difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Il est spécifié que par le fait du dépôt de leurs offres, les entrepreneurs reconnaissent implicitement :

- s'être rendus sur place, avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à effectuer, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous renseignements complémentaires éventuels,
- avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et plans), y compris les pièces concernant les autres corps d'état.
- avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugées nécessaires.

Un certificat de visite sera obligatoirement joint à l'offre.

Dans la description des ouvrages, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à effectuer, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

Les entrepreneurs devront des ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes en vigueur et les règles de l'art.

Ils ne pourront réclamer notamment aucun supplément consécutif à une omission, erreur ou imprécision éventuelle autant dans les documents graphiques, descriptifs ou quantitatifs.

Du fait de leur qualification, il appartient aux entreprises de prévoir le détail des sujétions et toutes fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation complète et parfaite de leurs travaux.

A cet effet, il est rappelé que les entrepreneurs sont tenus de prendre connaissance du C.C.T.P. de tous les corps d'état de l'opération.

Tous les documents écrits ou graphiques remis aux entrepreneurs pour l'exécution des ouvrages doivent être examinés avant tout commencement d'exécution, ils devront donc signaler au maître d'œuvre toutes les dispositions qui ne paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auxquels ils sont destinés et avec l'observation des règles de l'art, des règlements et normes de toutes natures en vigueur.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer toutes les prescriptions des documents techniques remis par le maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves, justifiées et explicitées, par écrit au moment de la remise de son offre.

2.6 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs,
- la nature des matériaux constituant les existants,
- les difficultés particulières qui pourraient survenir lors des travaux, et en général sur tous les points pouvant exercer une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;
- avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures ;

- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires. Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

2.7 OBLIGATION DES ENTREPRISES

1 - Les entreprises sont supposées avoir pris connaissance de l'ensemble des documents constituant le dossier pièces écrites et graphiques. Elles auront à demander à la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qui leur sont nécessaires pour une parfaite coordination de leurs prestations avec celles des autres corps d'état. Elles ne pourront se prévaloir d'une méconnaissance des travaux des autres corps d'état pour justifier soit de travaux de mauvaise qualité, soit d'une fourniture incomplète, ou incomplète avec celles prévues par les autres corps d'état.

Chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement de la construction projetée, conformément aux Règles de l'Art de bâtir et aux règlements en vigueur (sécurité des personnes, acoustique, thermique, ...), quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

2- Les entreprises ne pourront en aucun cas procéder à une interprétation des pièces graphiques et écrites sans l'accord de la maîtrise d'œuvre.

Les entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'une interprétation tendancieuse ou erronée d'un détail pour prétendre ne pas devoir l'exécution.

3 – les entreprises sont informées que le CCTP ne peut être considéré comme limitatif ; ce qui implique, après lecture du dossier tous corps d'état, la prise en charge de toutes prestations annexes pour un parfait achèvement même si celles-ci ne sont pas explicitement écrites.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et CCTP, pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations, de même qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la remise de son offre.

Dans le cas de contradiction entre les prescriptions générales communes à tous les corps d'état et les clauses techniques particulières applicables à chacun des lots figurant au descriptif des différents lots, ce sont les plus contraignantes qui prévalent.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au présent CCTP en ce qui concerne l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales etc. et dans tous les cas où les connaissances professionnelles de l'entrepreneur pourront suppléer aux lacunes, erreurs ou omissions des plans et du CCTP.

4 – Les entreprises respecteront les finitions telles qu'elles sont exactement définies par toutes les caractéristiques indiquées aux pièces mentionnées précédemment.

5 - Les entreprises devront vérifier soigneusement les cotes portées sur les plans et s'assurer de leur concordance avec les différentes pièces du dossier.

En cas de doute, elles en référeront immédiatement à la maîtrise d'œuvre, faute de quoi, elles seront tenues comme responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Pendant toute la durée de l'accomplissement de son marché et avant même l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur est tenu d'une obligation de conseil et de renseignements vis-à-vis du Maître d'œuvre et des autres entrepreneurs.

L'entrepreneur doit formuler des réserves dès lors que sa compétence lui permet de se rendre compte que les insuffisances présentées par les travaux effectués par les autres entrepreneurs peuvent avoir des conséquences dommageables concernant l'ouvrage qu'il est lui-même chargée d'exécuter.

Les réserves doivent être formulées dans un délai permettant la reprise ou la modification des ouvrages dans le cadre normal du chantier.

6- Tout ce qui précède indique clairement qu'une fois son prix remis et son marché signé, l'entreprise titulaire n'aura aucune possibilité d'arguer l'insuffisance des pièces du dossier pour réclamer des suppléments de prix ou de refuser l'exécution de certains ouvrages de son corps d'état.

7- Toutes précautions seront prises pour assurer la sécurité et pour éviter toutes nuisances aux usagers empruntant les voies attenantes au chantier.

2.8 OBSERVATION SUR LA REDACTION DES CCTP

Les pièces écrites et graphiques ont pour but de faire connaître le programme général et le mode de restauration. En conséquence, le descriptif ci-après, bien que détaillé n'est pas limitatif et tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au présent CCTP, est formellement dû et vice versa. De ce fait, l'entrepreneur du corps d'état concerné par le marché devra réaliser sans exception tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux selon les règles de l'art.

En cas de contradiction entre les différentes pièces, les entrepreneurs seront tenus de le signaler au Maître d'œuvre qui communiquera sa décision.

Les CCTP détaillés par corps d'état forment un ensemble qui rend solidaire toutes les entreprises appelées à collaborer à l'ensemble du projet. De ce fait, chacune ne pourra argumenter sa méconnaissance des autres lots pour demander le paiement d'ouvrages stipulés dans un autre CCTP et dont l'exécution lui incombe.

Lorsque dans le présent CCTP figure la formule « à l'identique », elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire de l'ouvrage concerné ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage strict des matériaux initiaux comme des techniques de mises en œuvre.

Lorsqu'il est fait mention de « surface de référence ». Elles sont soit localisées sur le bâti existant soit définies par l'Architecte au démarrage du chantier, pour permettre à l'entreprise de connaître très précisément le résultat qui lui sera imposé et répondre à la notion d'identique évoqué ci-avant.

2.9 CONSISTANCE DU C.C.T.P.

Les différentes pièces annexées au présent C.C.T.P., constituent le dossier de consultation des travaux qui devront être réalisés suivant le programme prévu et aboutir à leur parfait achèvement sans qu'il y ait lieu à aucune mise en œuvre complémentaire pour leur mise en service.

En conséquence, il ne pourra être invoqué ni erreur, ni omission, ni imprécision du présent document pour justifier un défaut de fourniture ou de mise en œuvre d'un appareil ou organe étant entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte de la nature et de l'importance des travaux à réaliser.

En tout état de cause, s'il constate une erreur ou omission, il devra immédiatement le signaler par écrit au Maître d'ouvrage et au Maître d'Œuvre, pour obtenir les renseignements complémentaires et décisions, avant remise de l'offre.

En cas d'erreurs ou d'oublis de l'entrepreneur en cours d'exécution de ses travaux, l'entrepreneur sera tenu pour responsable de ces erreurs ou oublis, ainsi que des modifications qu'ils entraîneraient pour tous les autres corps d'état.

Il est bien précisé que la clause de priorité prévue aux Cahiers des Clauses Administratives Générales entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la confection des ouvrages quelconque figurant sur les pièces et non sur l'autre.

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence, tout ouvrages figurant aux plans et non décrit au présent descriptif est formellement dû, et vice et versa.

Le CCTP de chaque corps d'état n'indique que, d'une manière générale et sans caractère limitatif, la description des ouvrages, à charge par les entrepreneurs, en tant que spécialiste, de la compléter eux-mêmes et de prévoir, dans leurs dépenses pour les travaux de leur lot, tout ce qui normalement doit entraîner dans le prix d'une construction exécutée conformément aux Règles de l'Art.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- étudier et établir les détails d'exécution,
- combler, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître en cours d'étude et de les signaler au maître d'œuvre,
- remettre, dans les conditions fixées au cahier des charges particulières et compte tenu des données générales du projet, un prix global excluant toutes équivoques.

2.10 MARQUES ET REFERENCES CITEES

Les références de matériaux données dans le cours des descriptions n'ont pas pour objet d'imposer ces articles, mais simplement d'en faire connaître les caractéristiques essentielles. Les marques commerciales et les types des appareils ou matériaux explicitement notifiés dans le devis descriptif constituent la référence de base de la qualité minimale exigée. Les entrepreneurs ont toujours la possibilité de proposer au maître d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité au moins équivalents à ceux énoncés au cours des C.C.T.P.

Pour des raisons de gestion de stock, de maintenance et d'homogénéité de prestations, le Maître d'ouvrage pourra demander une marque et référence de produit.

2.11 TRAVAUX A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR

Chaque entreprise devra :

- tous les sondages nécessaires,
- toutes les études d'exécutions ; plans, calepinages et calculs,
- tous les essais préalables à l'exécution de ses travaux,
- la fourniture et pose de tous les appareils, éléments, accessoires etc...
- la fourniture et le transport à pied d'œuvre de ses matériaux,
- leur mise en place et leur montage définitif,
- le réglage et la mise en service des appareils,
- les trous, percements et rebouchages après installations,
- l'enlèvement du matériel en excès et nettoyage complet après travaux,
- la protection mécanique et anti-corrosion de ses ouvrages,
- l'installation d'échafaudage complémentaire avec établissement d'une note de calcul,
- la protection mécanique de ses ouvrages jusqu'à la réception,
- les plans, croquis, notes de calcul de ses ouvrages, exécution, récolement, synthèse,
- les essais et mesures avant réception avec fourniture d'un rapport détaillé (travaux à effectuer en présence du Maître d'œuvre),
- l'évacuation des ses gravats.

2.12 OBLIGATOIRE

A l'appui de son offre l'entrepreneur devra fournir un mémoire technique et méthodologique.

2.13 PRESENTATION DES OFFRES

Pour permettre une comparaison judicieuse des offres, l'entreprise devra obligatoirement présenter sa proposition **sur le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire** joint au présent dossier de consultation, **au format Excel, sous peine de rejet de l'offre.**

3 CONTENUE DE L'OPERATION

Les matériaux, produits et fourniture devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché seront toujours de première qualité suivant indications de provenance et devront répondre aux conditions et prescriptions, type ou marque définis au présent CCTP. Ils ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

En aucun cas l'entrepreneur ne pourra substituer un produit ou un matériau de son choix à ceux prévus au présent CCTP sans accord du maître d'Œuvre et du Maître d'ouvrage.

3.1 NATURE, PROVENANCE ET QUALITES DES MATERIAUX ET PRODUITS

La nature, la provenance et la qualité des matériaux, produits et composants de constructions sont proposés par l'entrepreneur dans les conditions fixées aux articles ci-après sous réserve des dispositions figurant au CCTP de chaque lot et des documents techniques unifiés.

L'entrepreneur proposera à l'agrément du Maître d'ouvrage et du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité, des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenues dans le temps, aspect du fini, etc. voulus.

L'entrepreneur restera responsable des matériaux, produits et composant qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir des matériaux, produits et composants les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier.

Pour les matériaux, produits et composants proposé par le maître d'œuvre dans le présent CCTP, l'entrepreneur sera tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire, il devra faire par écrit, et avant commandes desdits, toutes observations utiles au maître d'œuvre, qui prendra alors les dispositions nécessaires.

Si en cours d'exécution du marché, certains matériaux, produits et composants indiqués dans le présent CCTP, venaient à ne plus être commercialisés, l'entrepreneur devra proposer le produit s'y substituant, qui sera rémunéré au prix du produit initial prévu dans l'offre.

Les matériaux, produits et composants devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

3.2 PROVANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'entrepreneur doit pouvoir fournir toutes justifications et toutes informations sur la provenance des matériaux, produits et composants, à l'aide de ses reçus, certificats ou de tout autre document.

Les matériaux, produits et composants qui, bien qu'acceptés, quant aux lieux de provenance sont reconnus défectueux sur le chantier, seront refusés et remplacés aux frais de l'entrepreneur.

3.3 QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les matériaux, produits et composants mis en œuvre par l'entrepreneur devront répondre aux conditions de prescriptions de qualité demandés par le CCTP de chaque lot.

Ils seront certifiés ou comporteront une marque de qualité suivie et marqué de type NF, CTB, CE, QUALIF, CEKAL, ACERFEU, etc..

S'ils ne comportent pas de marque de qualité, l'entrepreneur devra apporter la preuve que le matériau, le produit ou le composant proposé est équivalent.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser un tel matériau, produit ou composant s'il juge que les justificatifs fournis par l'entrepreneur ne sont pas suffisants.

3.4 ECHANTILLONS ET MODELES

L'entrepreneur est tenu de fournir, à l'acceptation du Maître d'ouvrage et du maître d'œuvre tout échantillon et modèle des matériaux, produits et composants qu'il doit employer. Ces échantillons devront être présentés montés en panoplie ou disposés sur un présentoir et soigneusement fixés, plombés le cas échéant pour éviter toutes substitutions.

Ces échantillons inscrits sur un registre et numérotés, une fois acceptés, seront conservés sur le chantier, soit dans le bureau de chantier, soit dans un local nommément désigné. Ils serviront de référence au cours des travaux et lors de la réception des ouvrages.

L'entrepreneur doit collaborer à l'exécution de toute maquette, prototype dont la réalisation s'avérerait nécessaire et demandée par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre en vue de faciliter la coordination et la bonne exécution des travaux. Ces maquettes ou prototypes feront l'objet de l'agrément **du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et éventuellement du bureau de contrôle**, après quoi ils ne pourront plus être modifiés.

Les entreprises devront réaliser autant de prototype que nécessaire.

Ces modèles servant à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel ou matériau ne peut être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et frais, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisé par un accord du maître d'œuvre.

3.5 AGREMENT, ESSAIS ET ANALYSES

L'entrepreneur sera tenu de produire, à toutes demandes du maître d'œuvre ou du bureau de contrôle, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses, les agréments (Avis Techniques, ATEx, Agrément Techniques Européen, etc..) des matériaux, produits ou composants, établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ses documents, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvement, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Les Avis techniques devront avoir fait l'objet d'un avis favorable des assureurs.

Pour tous les matériaux, produits ou composants fabriqués, soumis à un avis technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux, produits ou composants nommément désignés dans cet avis technique et devra toujours être à même d'en apporter la preuve.

3.6 OUVRAGES NON TRADITIONNELLES

Pour les ouvrages non traditionnels, le Maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre se réserve le droit de demander la fourniture et procès-verbaux significatifs, la réalisation d'essais, d'épreuves ou de contrôles justifiant l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage.

Ces procès-verbaux, essais, épreuves ou contrôle seront à la charge de l'entrepreneur.

3.7 OUVRAGES DOUTEUX

Des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue, le non-fonctionnement de certains ouvrages seraient douteux ou non-conformes aux documents contractuels.

Le processus de ces essais sera défini par le Maître d'œuvre après accord du Maître d'ouvrage, la présence d'un bureau de contrôle pourra être exigée.

Ces essais et leurs conséquences seront pris en charge :

- Par l'entrepreneur si les résultats lui sont défavorables où s'il s'avère que ces essais étaient justifiés du fait du non-respect des dispositions contractuelles.
- Par le Maître d'ouvrage en cas contraire.

La réalisation des essais, contrôles et épreuves est effectuées en présence du Maître d'œuvre, de l'entrepreneur s'il dispose des moyens suffisants où par un organisme qualifié et spécialisé.

3.8 CLAUSES PARTICULIERES

Toute entreprise reste responsable de son matériel sur site. Elle ne peut se dédouaner d'une quelconque responsabilité par la présence éventuelle d'une vidéosurveillance sur site ou d'un gardiennage physique.

4 ETUDES D'EXECUTION, de REALISATION et de SYNTHESES.

Toutes les prestations décrites ci-après devront être chiffrées par l'entrepreneur pour les études des ouvrages concernés par le projet.

4.1 PLAN DETAIL ET NOTES DE CALCULS

Le Maître d'œuvre n'a pas de mission EXE : en conséquence, l'entrepreneur doit produire toutes les études et détails d'exécution pour validation préalable (mission VISA de la maîtrise d'œuvre).

Tous les documents seront réalisés sur support informatique et transmis par voie numérique.
Les documents nécessitant des impressions en grand format feront l'objet d'une diffusion sur support papier.

L'entrepreneur devra fournir tous les calculs et les plans d'exécution nécessaires à la réalisation de leurs ouvrages et ce avant tout commencement d'exécution.

Il devra soumettre les plans et calculs à l'agrément du Maître d'Œuvre, bureau de contrôle dans les délais fixés au CCAP.

Ces plans devront respecter les dispositions des plans établis par l'architecte et Bureaux d'études.

Aucun ouvrage ne sera entrepris sans accord du Maître d'Œuvre sur ces plans et détails.
L'approbation des plans ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

Les plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages et feront apparaître clairement tous les détails d'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètre et indications etc... utiles.

Chaque document sera transmis par voie numérique avec un bordereau précisant :

- Les références de l'opération et des intervenants
- La référence du poste et la nature de la prestation
- La date de transmission du document
- La référence du document avec cartouche clair (nom du document), daté et indicé.

Si ces conditions sont respectées, la maîtrise d'œuvre fournira un VISA dans un délai maximum de 7 jours.

4.2 PLANS D'ATELIER ET DE CHANTIER

L'entrepreneur a à sa charge les plans **d'Atelier et de Chantier** complémentaires.

Ces plans concernent en général les éléments suivants :

- Etudes spécifiques liées aux méthodologies d'exécution ;
- Plan d'étude et de dimensionnement des ouvrages ;
- Plans de réservations des ouvrages de menuiseries extérieures, de serrurerie, etc ;
- Plans de calepinage et d'exécution des ouvrages des façades ;
- Les plans et notes de calcul des ouvrages provisoires, nécessaires à l'exécution des travaux.

Liste non limitative.

4.3 ETUDE DE SYNTHESE

La synthèse a pour but de réunir toutes les informations techniques des différents corps d'état, permettant :

De faire intégrer sur les plans renseignés des éléments de structure les différents besoins des corps d'états en matière de trous, passage, gaines trémies, etc... et d'en établir les plans de synthèse des réseaux et de synthèses d'équipement.

De coordonner entre les corps d'états, les positions des équipements.

D'établir les plans où figureront ensemble toutes les parties visibles telles que calepinage des faux-plafonds, des luminaires, des bouches de ventilation, des accessoires courants forts et faibles.

De recenser les besoins en énergie et fluides.

De s'assurer des possibilités d'accès de et d'implantation des matériels et équipements.

Des réunions de coordination techniques et de synthèse seront programmées par la Maîtrise d'œuvre autant de fois que nécessaire. L'entrepreneur aura l'obligation d'y participer sous peine de se voir infliger, par défaut, des pénalités (**cf. CCAP**).

En fin d'opération, les plans de synthèse tenus à jour constitueront des éléments utiles à l'entrepreneur à la constitution du dossier des ouvrages exécutés.

Les études de synthèses sont à la charge et sous la responsabilité **de l'entrepreneur**.

4.4 DOCUMENTS A FOURNIR

Après exécution :

- la fourniture en 1 exemplaire et un support numérique (1 clé USB) des Dossiers Documentaires des Ouvrages exécutés (DDOE) et des notices descriptives d'entretien et de maintenance du matériel installé, la nomenclature complète des fournitures, avec les documents techniques y affaissant la maintenance des installations pendant la période de garantie,
- Ces plans de récolements et documents seront fournis lors de la réception de l'ouvrage et donneront droit au règlement définitif hors retenues de garanties.

Documents à fournir au bureau de contrôle

L'entrepreneur est tenu de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que plans, note de calculs, schémas, référence avis techniques, cahiers des charges pour matériaux non traditionnels, PV ou certificat de classement ou d'essais des matériaux. Ces documents doivent être transmis 15 jours avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent.

L'absence de ces documents est susceptible d'entraîner un avis défavorable de la part du bureau de contrôle.

5 ORGANISATION DE CHANTIER

5.1 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Pendant la période de préparation ou dès réception de l'ordre de service, chaque entrepreneur devra établir un calendrier détaillé d'exécution des travaux, avec décomposition de chaque tâche (délais, nombres de personnes, besoins préalables (commandes, approvisionnements, etc.) ...), tenant compte du délai global fixé à l'acte d'engagement et des contraintes de coactivités.

Le calendrier général sera réalisé par le titulaire du lot n°03, à partir des calendriers de décomposition des tâches fournis par chaque entreprise. Il sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et obligatoirement notifié par Ordre de Service, avant la fin de la période de préparation.

Ce calendrier sera régulièrement tenu à jour et si besoin complété et affiné à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

5.2 LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble des travaux prévus dans le cadre du présent programme de manière à tenir compte des répercussions des ouvrages des autres lots sur ses propres ouvrages.

Il devra impérativement prévenir le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre, de ces répercussions.

5.3 INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Base vie et branchements de chantier.

Installation de la base vie à la charge du **lot 03**.

Se reporter au CCTP du Lot Installations - Maçonnerie et plan d'installation de chantier.

L'installation en eau pour le chantier et cantonnement est prévue **à la charge du lot 03**.

L'installation électrique de chantier est prévue **à la charge du lot 03**.

Les consommations en eau et électricité seront **à la charge du lot 03 (cf. CCAP)**

Chaque entrepreneur doit les installations complémentaires et spécifiques de chantier, liées à ses travaux, et non prévues dans les installations communes.

5.4 ECHAFAUDAGES

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre, sauf prescription contraire au C.C.T.P., toutes les sujétions d'échafaudages nécessaires pour exécuter ses ouvrages, et ce quelle que soit la hauteur des ouvrages.

Les prescriptions du P.G.C.S.P.S sont à appliquer sur le chantier.

La fourniture, le montage, la location, la dépose et le transport des échafaudages fixes ou volants et appareils de levage sont à la charge et sous la responsabilité de l'entrepreneur qui devra se conformer à la réglementation et aux normes les concernant et se référer aux indications contenues dans le PGCSPSP.

Les échafaudages de pied extérieurs communs à tous les lots.

Les échafaudages extérieurs sont prévus à la charge du **lot 02**.

Toute modification éventuelle de l'échafaudage en cours du chantier sera exécutée et financièrement à la charge de l'entrepreneur.

Tout dépassement de la durée d'installation de l'échafaudage sera pris en charge par l'entrepreneur.

Afin de faciliter les manutentions et limiter les gestes répétitifs, les échafaudages de pied extérieurs seront conçus permettant la circulation d'un chariot pour le transport des pierres de remplacement ou matériels lourd.

Prévoir des échafaudages de classe 6, avec ossatures tubulaires pour plancher d'échafaudage de 1m largeur minimum et consoles d'approche.

5.5 APPROVISIONNEMENT

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer les approvisionnements ayant fait l'objet d'une demande d'avance, contre les dégradations et les vols.

Elle devra pouvoir justifier la provenance et la qualité du matériel et des matériaux approvisionnés par production de facture ou par des certificats des fournisseurs.

Ces matériaux devront être impérativement stockés sur le chantier, avec marquage attestant qu'ils sont propriété du Maître d'Ouvrage, sous la responsabilité pleine et entière de l'entrepreneur.

Les entreprises devront prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les sols existants pendant le transport et la manutention des matériaux. La mise en place de protections adaptées, telles que des plaques de roulage, des planches ou des bâches résistantes, est impérative afin de prévenir tout dommage, rayure ou écrasement. Ces protections doivent être maintenues en parfait état de fonctionnement durant toute la phase d'acheminement des matériaux et jusqu'à la fin des travaux. Tout dommage occasionné aux sols par le non-respect de cette clause sera à la charge exclusive de l'entreprise fautive, qui devra procéder à une remise en état complète et conforme aux spécifications initiales.

5.6 STOCKAGE DES MATÉRIAUX

Les matériaux seront stockés à l'endroit défini sur le PIC, ceci en concertation, le coordonnateur SPS, la maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur devra entreposer les matériaux et éléments à l'abri de l'eau, du soleil et des chocs afin que leur qualité soit intacte au moment de leur mise en œuvre.

Le non-respect de cette instruction conduirait au refus des éléments endommagés et à leur évacuation du chantier.

5.7 ECLAIRAGE DE CHANTIER

Un éclairage des circulations et d'ambiance sera installé et entretenu par le **lot N°3** pour assurer la sécurité générale des intervenants. Cette installation sera raccordée à la coupure générale de chantier.

Les intervenants sur site devront veiller à ne pas endommager cette installation et à l'éteindre tous les soirs.

Y compris l'éclairage adapté des postes de travail suivant les besoins, depuis les coffrets de chantier.

5.8 PERCEMENTS – SCHELLEMENTS – REBOUCHAGES

L'entreprise aura à sa charge tous les percements, scellements, décalfeutremments, bouchements et raccords si nécessaires à la dépose, à la pose et à la fixation de ses ouvrages, sauf indication contraire au CCTP propre à chaque poste (corps d'état).

5.9 RÉCEPTION DES SUPPORTS

Les supports doivent être contrôlés par les entreprises qui ont à intervenir sur ceux-ci au fur et à mesure de l'avancement sans qu'il soit nécessaire à la maîtrise d'œuvre d'intervenir dans ce sens. Tout commencement de travaux équivaut à acceptation de support. Il ne sera admis aucune réclamation tardive compromettante pour le planning.

5.10 NETTOYAGE HEBDOMADAIRE

Le chantier sera maintenu dans un état de propreté permanent.
Chaque entreprise devra à la veille du rendez-vous de chantier nettoyer les locaux où elle intervient. En cas de défaillance, ce travail sera fait par le **lot 03** aux frais du défaillant.

5.11 NETTOYAGE INTERMÉDIAIRE ET FINAL

Chaque titulaire devra un nettoyage complet du chantier à la fin des travaux.
Le nettoyage général en fin de chantier sera fait la **lot 03**.

5.12 ESSAIS TECHNIQUES

Les essais techniques seront entrepris à la demande du Maître d'Œuvre ou du Bureau de Contrôle aussi souvent que nécessaire pour assurer le respect des qualités exigées dans les documents du marché.

Ces essais dont le coût est implicitement compris dans le montant forfaitaire des travaux, comprendront notamment :

- . Essais de résistance mécanique des matériaux,
- . Essais de contrôle des caractéristiques physiques des matériaux.

5.13 COMPTE PRORATA

Pas de compte prorata pour la présente opération.
L'ensemble des dépenses et entretiens des installations de chantier est à la charge du **lot 03**. Il est rappelé que chaque corps d'état doit ses propres nettoyages (sur ses zones d'interventions) et l'enlèvement très réguliers de ses gravats.

5.14 INTEMPERIES

Sont comptées comme journées d'intempéries, les journées où le travail est arrêté conformément aux dispositions de l'article L 73 1-2 du code du travail.
L'entrepreneur devra fournir un relevé météo dit « relevé chantier ».

5.15 MODIFICATION DES TRAVAUX

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de modifier en cours de chantier, le montant et la nature du marché de l'entrepreneur.

De même, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de supprimer tout ou une partie d'un corps d'état pour des motifs économiques.

Aucun travail supplémentaire ne sera pris en compte au niveau de la facturation sans accord préalable formel du représentant du Maître d'Ouvrage.

5.16 TRAITEMENTS DES DECHETS SPECIAUX

Législation.

Les déchets des travaux dit « Déchets spéciaux », et notamment les déchets contenant du plomb, devront être gérés, financièrement à sa charge, par chaque entreprise dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

Enlèvement des déchets.

Sur le chantier, les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés. Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis-en vrac à côté des zones d'intervention ou dans les zones de stockage.

Le tri et l'évacuation des déchets se font sous la responsabilité de l'entreprise concernée, conformément à la législation en vigueur, et à ses frais.

Stockage des déchets.

Le stockage doit se faire dans des sacs plastiques étanches ou dans des conteneurs réservés exclusivement à cet usage. Un étiquetage indiquant l'origine, le nom du maître d'ouvrage et la nature des déchets seront apposés sur les sacs ou conteneurs.

Dans la mesure du possible, les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure de leur production, et au minimum tous les soirs.

De manière générale, l'entreprise s'engage à :

- Collecter et trier, avec le plus grand soin, les déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité.
- Conditionner hermétiquement ces déchets.
- Entreposer provisoirement ces déchets dans des locaux inaccessibles au public, en vue de leur enlèvement quotidien.
- Prendre toutes les dispositions pour éviter la production de poussière et la dissémination de déchets entre les zones de chantier et les zones d'enlèvement.

Les lieux de dépôt seront choisis par l'entreprise en fonction du classement des déchets, comme indiqué au paragraphe suivant.

Types de traitement des déchets.

Le traitement et le stockage des déchets contenant du plomb dépendent de la teneur en plomb lixiviable et de leur nature.

Dans tous les cas, pour un chantier comprenant des interventions sur des supports Plombés, les déchets produits sont à classer dans la catégorie « Déchets dangereux » (D.D.) qui entre dans la famille des « Déchets industriels spéciaux » (D.I.S.).

En conséquence, les déchets doivent être triés et évacués vers les sites de traitement appropriés, dans les conditions suivantes :

–Déchets secs

Ce sont les déchets résultant de la préparation des fonds (en général par grattage) et ne contenant pas de plâtre. Ce sont principalement les écailles de peinture contenant du plomb. Ils doivent être stockés en sacs étanches ou « Big bang », puis évacués vers un centre de traitement approprié.

–Déchets contaminés

Ils comprennent : les chiffons de nettoyage, les bâches, les polyanes, les EPI (protections respiratoire, gants, surbottes, vêtements jetables, etc...). Ces déchets doivent être stockés

en sacs ou conteneurs étanches. Ils doivent être envoyés en CET de classe 1 ou tout autre centre apte à assurer leur incinération.

–Gravats et déchets de maçonnerie

Ils comprennent tous les déchets de petite démolition que l'on rencontre sur le Chantier, principalement du plâtre. Ces déchets doivent être stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb. Ils seront ensuite dirigés vers le site de traitement approprié.

–Déchets mixtes

Les déchets doivent être traités comme tels. Ce sont en particulier ceux qui Proviennent de l'enlèvement de peinture au plomb réalisé avec des solvants. Ils contiennent des éléments solides (peinture) et liquides (solvant).

–Déchets plombifères bois

Il s'agit principalement d'éléments de menuiserie (plinthes, fenêtres, portes, etc.) Recouverts de peinture au plomb. Ces déchets doivent être stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb. Ils seront ensuite dirigés vers le site de traitement approprié.

–Déchets de métal

Les éléments non déstructurés métalliques revêtus de peinture au plomb seront Ensachés (filmage sur palette, par exemple). Ces déchets doivent être envoyés en CET de classe 2, ou recyclés par une entreprise spécialisée. Ils seront stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb.

Pour les déchets secs, les gravats et déchets de maçonnerie, et les déchets plombifères bois, le choix du site de traitement approprié se fait en fonction du résultat du test de lixiviation réalisée, à la charge de chaque entreprise, par un laboratoire spécialisé. En fonction du résultat du test de lixiviation, les déchets seront envoyés en CET de classe 1, 2 ou 3 selon que :

- Lixiviat supérieur à 50mg/kg : les déchets seront acceptés dans des Centres D'enfouissement technique (C.E.T.) de classe 1.
- Lixiviat inférieur à 50 mg/kg : en C.E.T. de classe 2.
- Si ces déchets sont des matériaux stables (non contaminés), ils peuvent être Envoyés en C.E.T. de classe 3 ou utilisés en remblais.

Bordereau de suivi de déchets industriels (BSDI)

Tous les déchets industriels spécifiques, dont les déchets dangereux, doivent être évacués par un transporteur agréé respectant la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté du 17/10/1977, vers une décharge agréée.

L'entreprise qui effectue l'évacuation devra prendre connaissance du plan départemental d'élimination des déchets du BT auprès de la Direction départementale de l'Équipement (DDE) pour connaître les filières d'élimination et/ou de recyclage disponible dans le département ou dans les départements limitrophes.

Conformément à la loi, des bordereaux de suivi des déchets industriels (BSDI référencé CERFA 070320) et d'acceptation seront établis par l'entreprise. Ils seront joints en 4 exemplaires au DOE adressé au Maître d'œuvre.

Ces BSDI devront permettre notamment d'identifier :

- Le producteur de ces déchets, en l'occurrence le maître d'ouvrage.
- Le collecteur-transporteur et le destinataire.

5.17 CONTROLE DES TRAVAUX

Auto-contrôle.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un autocontrôle interne, tel que prévu par la loi 78-12 du 04.01.1978.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées ; de même qu'il s'assurera que les charges apportées aux structures sont compatibles avec ces dernières ;
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations ;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, l'entrepreneur s'assurera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., règles de l'art, Avis techniques, etc. ;
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

Contrôles et Essais aux frais de l'entreprise

Les divers matériaux ou matières intervenant dans les travaux, font l'objet de prélèvements sur le chantier aux fins d'analyse et d'essais par un laboratoire qualifié dans les conditions fixées par les documents des prescriptions techniques générales ou particulières.

En outre, les entrepreneurs doivent la réalisation des essais préconisés et/ou demandés pour les avis techniques des matériaux mis en œuvre. A ce titre, les essais COPREC sont exigés pour l'ensemble des lots concernés.

L'ensemble des contrôles et essais prévus dans le présent dossier et qui sortent du cadre de l'auto-contrôle des entrepreneurs devront obligatoirement se faire en présence d'un représentant du Maître d'Œuvre.

Et ce, en particulier pour tous les essais particuliers prévus dans les CCTP des divers lots.

Les résultats de ces contrôles devront être transmis au plutôt au Maître d'Œuvre en particulier s'ils conditionnent la continuation des travaux du projet où l'accord du Maître d'Œuvre est nécessaire.

6 HYGIÈNE ET SECURITE

Tous les ouvrages et installations doivent être établis conformément aux directives européennes, aux règlements nationaux et locaux et aux dispositions prescrites par l'inspection du travail, de manière à prévenir tout accident vis-à-vis des ouvriers, des tiers et des existants.

L'hygiène et la sécurité du chantier seront assurées selon les dispositions du livre II, titre II du Code du Travail, en ce qui concerne les mesures de protections et de salubrité des travailleurs du bâtiment et les réglementations en vigueur.

L'entrepreneur chargé des installations de chantier devra la mise en place d'un local de chantier mobile avec installations électriques, sanitaires, téléphoniques, poste de lavage raccordé aux réseaux existants conformément aux règlements en vigueur, en accord avec le Maître d'Œuvre, et après avoir obtenu les autorisations nécessaires si l'implantation de ces installations doit se faire à l'extérieur de l'établissement ou dans l'emprise de la voirie.

Ces installations seront mises en place pendant la période de préparation de chantier et ce pour la durée totale du chantier.

Pendant la période de préparation des travaux, chaque entreprise devra la rédaction de son PPSPS (Plan Particulier et de Protection de la Santé) qui sera diffusé au Maître d'Œuvre, aux organismes de sécurité (Inspection du Travail, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics).

Les dispositions des décrets et textes d'application des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977, tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs, devront être strictement respectées.

L'entrepreneur devra tenir compte des observations du maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, y remédier et avoir en permanence sur le chantier une personne responsable de la sécurité et de la protection de la santé.

Ces documents devront pouvoir être consultés pendant les heures de chantier par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) l'entreprise et les organismes suivants : Inspection du Travail, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics.

Une réception de l'échafaudage devra être exécutée en présence de l'ensemble des intervenants, du maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Il sera établi par l'entrepreneure, un procès-verbal de réception et de mise à disposition dont une copie devra être en permanence disponible sur le site.

6.1 SÉCURITÉ DE CHANTIER

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur est responsable du respect de l'ensemble des règles de sécurité pendant toute la durée du chantier.

Il mettra en évidence dans son PPSPS l'ensemble des mesures de sécurité actives et passives mises en place pendant les travaux.

Sécurité incendie

L'entrepreneur est responsable des dispositifs de lutte contre les incendies pendant toute la durée du chantier.

Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités strictement nécessaires à la consommation journalière.

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur, selon leur nature et leur importance.

Texte réglementaire :

- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ou la circulaire 1982 relative à la sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration des bâtiments d'habitation suivant la réglementation s'appliquant au projet (cf. revue de projet du contrôleur technique) dans les CCTP concernés.

Autres Textes réglementaires

L'entrepreneur devra se conformer à l'ensemble des dispositions et obligations en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé et notamment :

- . loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993
- . décret N° 94.1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et de la santé et lors des opérations de construction
- . décret N° 95.543 du 4 Mai 1995 relatif au CISSCT
- . décret N° 95.607 du 6 Mai 1995 modifiant le code du travail
- . code du travail
- . P.G.C.S.P.S

Les documents énoncés ci-dessus font partie intégrante du présent document.

Le soumissionnaire spécialiste est rigoureusement tenu de se conformer aux clauses, spécifications et recommandations contenues dans ces ouvrages particuliers, ceux-ci complètent le CCTP. En cas de contradictions avec le CCTP, ces ouvrages particuliers seront prioritaires.

6.2 PRESENCE D'AMIANTE

UN DIAGNOSTIC AMIANTE avant travaux est joint au présent dossier de consultation.

Les entreprises doivent prendre en compte les résultats de ce diagnostic pour l'élaboration de leur offre.

6.3 PROTECTION DES OUVRIERS

L'entrepreneur doit se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.

Il observera notamment les instructions et recommandations figurant dans les brochures éditées par l'O.P.P.B.T.P.

6.4 PROTECTION DES EXISTANTS

Il est rappelé que l'entrepreneur n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvé sur le chantier en cours de travaux, mais il a droit à être indemnisé si le maître d'œuvre lui demande de les extraire ou de les conserver avec soins particuliers.

L'entrepreneur doit prévoir toutes dispositions pour assurer la protection des ouvrages existants.

Les dispositions proposées doivent être soumises à l'Architecte et sont réputées être incluses dans les prix exceptés pour les protections prévues dans les installations communes de chantier.

6.5 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les entreprises de chaque corps d'état seront tenues de vérifier et de s'assurer que les différents matériaux et ouvrages d'habillage et de décoration prévus dans les différents devis descriptifs sont conformes aux prescriptions des normes de sécurité incendie en vigueur pour les établissements classés.

Arrêté du 19.12.1975 : classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essai.

Code de la Construction et de l'Habitation : Article R 123.1 à R 123.52.

Arrêté du 25 Juin 1980 portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Décret N° 69 596 du 14.06.1969 (Règles Générales de Construction).

Les Instructions Techniques n° 246 à 249 et 263.

Arrêté du 10.09.1970 relatif à la classification des couvertures en matériaux combustibles par rapport au danger d'incendie résultant d'un feu extérieur.

Arrêté du 10.09.1970 relatif à la classification des façades vitrées par rapport au danger d'incendie.

Décret N° 57.1181 du 17.10.1957 portant classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie.

6.6 PERMIS FEU

Le permis de feu est obligatoire pour tous les travaux utilisant une source de chaleur.

Il devra être rempli et affiché sur le chantier visiblement.

Il ne pourra être accordé d'une manière générale ou permanente, mais définira quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instruments à feu. Des sanctions pourront être prises en cas de manquements graves (circulaire du Directeur de l'Architecture du 22 janvier 1996). Les pompiers devront être prévenus, au préalable, des travaux envisagés, et informés des mesures adoptées.

Dans le cas présent (ouvrages vétustes avec accumulations d'éléments potentiellement inflammables) :

- ❖ **L'entrepreneur devra mettre en place, maintenir et entretenir des moyens permanent de lutte contre l'incendie sur toutes les zones de travaux (extincteurs adaptés en nature et en nombre) et jusqu'au parfait achèvement des travaux.**

⇒ Au droit des postes de travail.

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment **il est interdit** :

1. D'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation,
2. D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux,
3. D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc.),
4. De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours,
5. De stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence de public,
6. De fumer sur les chantiers,
7. D'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur,
8. De neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc.),
9. De laisser se constituer des dépôts de matières combustibles,
10. De quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité,
11. D'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable.

Permis au feu - Consignes particulières concernant les travaux par points chauds

Tout travail par point chaud ou comportant l'usage d'une flamme devra faire l'objet d'une autorisation préalable du Maître d'Ouvrage avec information du maître d'œuvre.

Les permis de feu seront établis par l'entreprise et visés par Maître d'Ouvrage avec information du maître d'œuvre, les moyens de protections adaptés seront installés (extincteurs, protections diverses, etc.).

Les personnels et entreprise(s) doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :

AVANT LES TRAVAUX

1. Repérer les moyens d'alerte et d'extinction,
2. Disposer de moyens d'extinctions propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau - pompe et un extincteur approprié aux risques,
3. Afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux,
4. Vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc. est en parfait état de fonctionnement,
5. S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retours,
6. Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation,
7. Que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié,
8. Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre,
9. Colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles,
10. Écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées,
11. Dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds,
12. Protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent,
13. Si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.

PENDANT LES TRAVAUX

1. Mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau,
2. Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute,
3. Refroidir les parties ou objets chauffés, s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles,
4. assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

APRES L'EXECUTION DES TRAVAUX

1. Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux,
2. Indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes,
3. Les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles,
4. Inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

6.7 RÉDUCTION DES NUISANCES DE CHANTIER

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur.

- les bruits de chantier ;
- les poussières générées ;
- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier.

Les entreprises titulaires resteront seules responsables de l'appréciation des difficultés des démolitions dont elles auront la charge, tant dans la nature des matériaux à démolir (maçonnerie, pierre, etc....) que dans le respect du voisinage pour l'emploi du matériel approprié et la stabilité des ouvrages conservés ou avoisinants.

Il sera privilégié des moyens de démolition offrant le moins de nuisances sonores et vibrations possibles.

7 OPERATIONS DE RECEPTION

7.1 NETTOYAGE GENERAL

Les nettoyages généraux du chantier pour la réception et la livraison des travaux seront assurés par le **lot 03 – Installations / Maçonnerie** à ses frais suivant les prescriptions de ce lot.

7.2 LIBERATION DU CHANTIER

En fin de travaux et avant la réception définitive, les entrepreneurs devront procéder à la libération du chantier de tous les équipements nécessaires aux travaux et en particulier :
- procéder au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédier aux défauts éventuellement constatés lors de cette visite.

7.3 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Evacuation de l'ensemble des installations de chantier à la charge **du lot 03** et remise en état du terrain et des locaux mis à disposition par le Maître d'ouvrage

7.4 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les entreprises sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les abords du chantier pendant la durée de leurs interventions. Cela inclut, sans s'y limiter, la mise en place de protections pour les revêtements de sol, les murs, les menuiseries, les installations existantes, ainsi que les espaces verts.

À l'issue de leurs travaux, et avant toute réception provisoire, les entreprises devront procéder à une remise en état complète et soignée des zones impactées par leurs activités. Cette remise en état doit restituer les lieux dans leur état initial, exempts de tous dommages, salissures ou dégradations liés à l'exécution de leurs prestations. Les coûts afférents à ces protections et à cette remise en état sont réputés inclus dans leurs offres. Le constat préalable réalisé en début de travaux servira de base pour la détermination des ouvrages endommagés à remettre en état par les entrepreneurs à leurs frais.

7.5 LEVEE DES RESERVES

Cf. CCAP.

Si la levée des réserves de réception n'est pas exécutée dans les 30 jours résultant de la livraison, le Maître d'ouvrage engagera aux frais du lot concerné une entreprise pour réaliser la levée de ces réserves quoi qu'il en coûte.

7.6 ASSURABILITE

L'entrepreneur devra, dans le cadre de sa réponse, justifier de l'assurabilité de la technique employée.

Technique traditionnelle : Conforme aux D.T.U.

Conforme à un avis technique (fournir le constat de traditionalité formulé par le C.S.T.B.)

Technique non courante :

Fournir :

- l'avis technique des produits utilisés,
- le constat de traditionalité formulé par le C.S.T.B.
- l'avenant d'extension de la police d'Assurance avec le montant des franchises, le Cahier des Charges du produit.

- Pour tout contrat, de base ou en avenant, l'Entreprise devra préciser les franchises aux restrictions applicables.

Par ailleurs, les entreprises devront être assurées dans les conditions prévues au C.C.A.G. et conformément à la norme NF P03-001 :

- pour leur responsabilité civile professionnelle : garantie à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Contre les risques graves tels que l'effondrement ou la menace imminente d'effondrement de tout ou partie de l'ouvrage avant réception ;
- Le dégât des eaux ou l'incendie ;

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour ce chantier une police "P.U.C. et T.R.C.".

7.7 GARANTIE DES INSTALLATIONS

Les garanties contractuelles sont définies au C.C.A.G. travaux.

Délai de garantie.

Outre les garanties spécifiques à certains corps d'état qui seront observées (garanties biennales, décennales, etc.), les entrepreneurs garantissent leurs installations pendant une période d'un an à compter de la date de réception, dans les conditions indiquées ci-après.

Lorsque la réception n'a pu être prononcée, cette période de garantie se trouve prolongée d'office jusqu'au jour où cette réception est effectivement prononcée.

Le marché de travaux est traité en marché unique, sans tranche, avec livraisons distinctes par phase de travaux.

Etendue de la garantie.

Au titre de la garantie, chaque entrepreneur doit la réparation et éventuellement, le remplacement gratuit (déplacements, fourniture et pose) de toute partie du matériel qui, au cours du délai de garantie serait reconnue défectueuse. Les défauts constatés ou les accidents survenus sont notifiés à l'entrepreneur pour qu'il puisse entreprendre les réparations dans un délai fixé par **le Maître d'ouvrage**.

Passé ce délai, **le Maître d'ouvrage** peut faire procéder d'office et aux frais de l'entrepreneur, aux réparations nécessaires sans préjudice de dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un accident ou un préjudice.

8 DOSSIER DE RECOLEMENT DES OUVRAGES

En fin de travaux, l'entrepreneur général devra fournir à ses frais un dossier des ouvrages exécutés qui comportera deux volets.

1 – D.I.U.O

Dossier des Interventions Ultérieures

2 – D.O.E

Dossier des Ouvrages Exécutés

8.1 D.I.U.O (TRAÇABILITE)

Ce dossier sera constitué et remis au Maître d'Ouvrage suivant les spécifications du PGC et du CCAP.

8.2 D.O.E

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier sont établis, par les diverses corps d'état, des documents de détails qui seront centralisés et vérifiés par le maître d'Œuvre.

Ces divers documents permettront, en fin de chantier et au plus tard pour la réception, l'établissement des plans d'ensemble et de détail "conformes à l'exécution".

L'entrepreneur général joindra à ces plans les notes de calcul, notices d'utilisation et d'entretien, les marques et références des appareils fournis et toutes pièces qui pourront lui être demandées par le Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur devra fournir, pour chaque poste (corps d'état) du marché, deux dossiers :

Dossier n° 1 constitué :

- Des pièces écrites ou graphiques nécessaires pour assurer l'exploitation immédiate du corps d'état,
- De tous les P.V. d'essais C.S.T.B., etc.,
- Des dossiers de sécurité avec P.V. d'essais,
- Des notices d'utilisation et d'entretien en traduction française donnant le détail des opérations de conduite, la périodicité et la nature des opérations de contrôle, d'entretien et de révision, la nature exacte et le type des ingrédients d'entretien,
- Copie des quittances des primes d'assurance,
- D'une nomenclature des pièces de rechange à approvisionner couramment, indiquant leur désignation, le nom et l'adresse des fournisseurs,
- Des bons de garantie du matériel d'équipement mobilier.

Dossier n° 2 constitué :

- Un dossier photo des ouvrages réalisés, notamment des maçonneries et pierre de taille ;
- les calepins de restauration des maçonneries et pierre de taille des façades ;
- Des plans de recollement des ouvrages, notamment fluides, etc. ;
- Des plans conformes à l'exécution T.C.E. ;
- De tous documents nécessitant une mise à jour après la terminaison des travaux.

Remise des dossiers :

Le dossier D.O.E sera remis obligatoirement lors de la réception avec ou sans réserve.

Nombre de dossiers :

Ces dossiers seront produits :

Pour tous les corps d'états, en 1 (un) exemplaire papier et un support numérique (clé USB).

En plus de ces dossiers les éléments réclamés par le coordinateur de Sécurité dans le cadre du DIUO sont à fournir en 1 (un) exemplaire papier et un support numérique (clé USB).

9 NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSULTATION D'ENTREPRISE

PIECES ECRITES :

- DCE : Dossier de consultation des entreprises
- PLANS : Projet architectural et ses documents graphiques
- PC : Permis de Construire (autorisation administrative)
- A.E. : Acte d'engagement
- R.C. : Règlement de consultation et son annexe
- C.C.A.G. : Cahier des Clauses Administratives Générales
- C.C.A.P. : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- C.P.G. : Cahier des Prescriptions Générales (Commun à tous les lots)
- C.C.T.P. : Cahiers des Clauses Techniques Particulières
- C.D.P.G.F. : Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- P.G.C. : Plan Général de coordination
- P.S.E. : Prestations Supplémentaires Éventuelles (options)
- Certificat de visite
- Calendrier prévisionnel
- Diagnostic Technique Amiante et Plomb avant travaux

A :

L'ENTREPRISE

Le / /